



UNIVERSITÄTS-  
BIBLIOTHEK  
HEIDELBERG

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52973

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Hans HÖRLING, *Das Deutschlandbild in der Pariser Tagespresse vom Münchner Abkommen bis zum Ausbruch des II. Weltkrieges. Quantitative und qualitative Analyse*, Frankfurt am Main, Bern, New York (Peter Lang) 1985, 251 S.

Der Autor der hier anzuzeigenden Publikation ist den Lesern der *FRANCIA* kein Unbekannter: 1975/76 hat er zwei Aufsätze über Frankreichs öffentliche Meinung zum Aufkommen des Nationalsozialismus in den Jahren 1930–1935 veröffentlicht. Und im Beiheft von 1981 sind erste Ergebnisse der hier nun in ihrer ganzen Breite vorgestellten Untersuchung publiziert worden. Hörling will mit empirischer Methode – der quantitativen und qualitativen Presseanalyse – den Wechselwirkungen zwischen Bildern, Klischees und Stereotypen und der vom parlamentarisch-demokratischen Entscheidungsprozeß abhängigen Außenpolitik nachgehen. Neu war für den Autor zwar der Gegenstand, nicht aber die Methode, hat er doch bereits die Heinrich-Heine-Rezeption in der französischen Presse der Jahre 1831–1841 mit einer quantitativen Analyse größeren Umfangs untersucht. Die Analyse der französischen Haltung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges ist insofern von besonderem Interesse, als von der deutschen Bedrohung, anders als 1914, eher eine Dissens- und keine Konsenswirkung ausging. Der Vf. deckt das ganze politische Spektrum ab, indem er die folgenden Zeitungen in seine Untersuchung einbezieht: *Le Temps*, *La République*, *Le Populaire*, *L'Humanité* und *L'Action française*. Deutschland muß, wie der Befund zeigt, die prioritäre Aufmerksamkeit mit Spanien und England teilen; auf den Titelseiten nimmt es den meisten Platz in Anspruch, in den außenpolitischen Rubriken dominieren dagegen die Artikel über Spanien, und das drittplatzierte England verstärkt seine Medienpräsenz mit dem näheren Zusammenrücken der künftigen Alliierten nach dem März 1939. Die Tendenzen der verschiedenen Presseorgane werden sehr differenziert nachgezeichnet, die Rückwirkung der veröffentlichten Meinung auf die Politik wird hingegen nirgends thematisiert. Der Autor schließt sich aber René Giraults Auffassung an, daß »München« nicht nur die Funktion eines Aufschubes hatte und bis zum März 1939 gegenüber Deutschland und Italien ernsthaft Ausgleichspolitik weiterbetrieben wurde.

Georg KREIS, Basel

Franz KNIPPING, Klaus-Jürgen MÜLLER (Hg.), *Machtbewußtsein in Deutschland am Vorabend des Zweiten Weltkriegs*, Paderborn (Schöningh) 1984, 309 p.

En avril 1982 un colloque eut lieu à Sèvres sur le sentiment de puissance dans les grands (ou prétendus tels) États européens: Allemagne, France, Grande-Bretagne et Italie. Les actes de ce colloque, un peu abrégés, ont été publiés dans le volume »La Puissance en Europe 1938–1940« sous la direction de René Girault et Robert FRANK, Paris (Publications de la Sorbonne) 1984<sup>1</sup>. Cependant, la partie allemande avait préparé beaucoup plus de contributions que celles qui y ont été imprimées; elles sont toutes publiées intégralement dans le livre marqué ci-dessus.

A vrai dire l'ouvrage dépasse largement le cadre du »sentiment de puissance«. Il dresse un tableau de tous les facteurs qui déterminaient la politique extérieure et même partiellement de la structure intérieure du III<sup>e</sup> Reich dans les années 1938/40. Dans la première partie introductive »Facteurs et structures de décision dans le Führerstaat« Franz KNIPPING traite le rôle prépondérant de Hitler en général, Gottfried NIEDHART la crise des Sudètes et Bernd WEGNER le rôle croissant des S. S. dans l'exécution de certaines »tâches« dans la politique extérieure.

La deuxième partie, plus longue, est consacrée à des personnalités autres que Hitler qui ont

<sup>1</sup> Voir le compte rendu de Stefan MARTENS dans *FRANCIA* 13 (1985) p. 909–910.

influencé les décisions en matière de politique étrangère. Wolfgang MICHALKA parle essentiellement de Ribbentrop sur qui il a d'ailleurs écrit un livre important<sup>2</sup> et qui à la veille de la guerre a été, après Hitler, le principal artisan de cette politique – bien qu'en 1938 il n'eût pas encore réalisé son projet essentiel: la lutte armée contre l'Angleterre. Par contre, la position de Göring, dont s'occupe Stefan MARTENS, lui aussi auteur d'un livre sur ce sujet<sup>3</sup> est en train de s'affaiblir au fur et à mesure qu'il devient plus modéré. Au début de 1938 nous le trouvons encore très audacieux puisqu'il pousse le Führer qui hésitait à l'annexion de l'Autriche. Mais peu après il commence à craindre une guerre entre l'Allemagne et les grandes puissances, surtout anglo-saxonnes, qu'elle finirait par perdre. Il mettra donc tout en œuvre, surtout en 1939, pour éviter un conflit armé. Mais il ne pourra plus l'emporter sur Ribbentrop; d'autre part il n'aura ni le courage ni la possibilité de se révolter contre la volonté de Hitler. – Rainer A. BLASIUS présente un résumé de son livre<sup>4</sup> sur le Secrétaire d'État Ernst von Weizsäcker. Lui aussi s'oppose à la guerre pour la même raison et devient donc un adversaire de son chef Ribbentrop mais il est au fond impérialiste dans le style de l'Empire de Guillaume II et un ennemi mortel de la Tchécoslovaquie (et de la Pologne) qu'il veut détruire sans avoir recours aux armes. Il joue un double jeu: d'une part il a des contacts avec l'opposition conservatrice mais de l'autre il continue à servir le régime national-socialiste.

Par la suite nous trouvons un bref aperçu, rédigé par Rolf-Dieter MÜLLER sur «l'Ostpolitik» allemande, c'est-à-dire des relations avec l'U.R.S.S. depuis Rapallo mais surtout en 1938/39 jusqu'à la conclusion du Pacte du 23 août. Celle-ci était promue surtout par le Ministère des Affaires Étrangères, l'Armée et les milieux d'affaires. Mais il y a ici des nuances importantes. Beaucoup, tel Stresemann, ne voulaient pas aller trop loin afin de ne pas compromettre les relations avec les puissances anglo-saxonnes. A partir de 1930 les Chanceliers Brüning, Papen et surtout Hitler étaient nettement anti-soviétiques. Les forces désireuses d'un rapprochement avec la Russie essayaient de l'atteindre surtout par le biais économique: par l'octroi de crédits (ici Schacht fut actif) et le resserrement des relations commerciales. Après maintes difficultés elles parvinrent, des circonstances politiques exceptionnelles en 1939 aidant, à surmonter les réticences de Hitler. Ainsi le traité germano-soviétique fut conclu mais sa durée fut brève. Cet article est complété par une contribution de Günter WOLLSTEIN sur les efforts des ambassadeurs allemands à Moscou entre les deux guerres, notamment du Comte von der Schulenburg, qui remplit cette charge de 1934 à 1941. Tous espéraient exercer à partir de leur position une influence décisive sur la politique allemande mais ils n'y réussirent pas.

La troisième partie concerne le rôle des militaires. D'abord Manfred MESSERSCHMIDT décrit les desseins agressifs de Hitler tels qu'il les exposa le 5 novembre 1937 («Le protocole Hossbach») devant les plus hautes autorités militaires. Ces dernières se rallièrent, selon l'auteur, en principe aux projets belliqueux du Führer. Seulement ils craignirent qu'une attaque contre la Tchécoslovaquie en 1938 ne fût prématurée, vu l'impréparation de l'Allemagne et la résistance probable des puissances occidentales. Finalement on aboutit à l'accord de Munich. – Nous ne pouvons pas consentir à l'opinion exprimée dans cet article et dans d'autres dans le volume selon laquelle cet accord aurait constitué un recul, voire une semi-défaite de Hitler. Selon nous, lui-même n'était pas prêt en 1938, contrairement à 1939, à assumer le risque d'une guerre contre la France. En attendant il avait obtenu l'affaiblissement décisif de celle-ci et déjà la prépondérance incontestée – mais pas encore la domination absolue – du Reich sur le continent européen. – Le même sujet, les conceptions militaires et politiques de l'État-Major allemand en 1938, est repris par Klaus-Jürgen MÜLLER qui l'a traité

2 Wolfgang MICHALKA, Ribbentrop und die Weltpolitik 1933–1940, München 1980.

3 Stefan MARTENS, Hermann Göring. Erster Paladin des Führers und zweiter Mann im Reich, Paderborn 1985.

4 Rainer A. BLASIUS, Für Großdeutschland gegen den großen Krieg, Köln 1981.

dans plusieurs ouvrages importants<sup>5</sup>. Une grande partie de sa contribution est consacrée à l'attitude du chef d'État-Major de l'Armée de terre, le Général Ludwig Beck. Müller montre que ce futur grand adversaire de Hitler ne s'opposait pas en principe à l'expansion territoriale de l'Allemagne en Europe Centrale. Comme le Führer il voulait surtout détruire la Tchécoslovaquie et dans ce but aspirait à une alliance avec la Hongrie. (Par contre il faisait peu de cas de l'Italie et répugnait à s'immiscer dans les questions méditerranéennes.) Mais il considérait 1938 et 1939 comme prématurées pour une attaque allemande, convaincu que les puissances occidentales y riposteraient par la force. Ceci l'amena à un conflit ouvert avec Hitler. Mais comme il ne réussit pas à persuader ses propres collègues, qui ne partageaient pas toutes ses opinions, à une démarche collective auprès du dictateur il démissionna en août 1938. Gerhard SCHREIBER nous expose le point de vue de la Marine et de l'Aviation. Il est intéressant de constater que la Marine, qui pourtant connaissait la grande puissance navale de l'Angleterre, considérait à la longue la guerre avec elle comme inévitable tandis que l'Armée de terre voulait sauvegarder la neutralité britannique. La plus audacieuse était l'Aviation, sûre de sa supériorité. Elle était prête à assumer dès 1938 le risque d'une guerre avec l'Angleterre, la France, la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. réunies. Ceci est d'autant plus surprenant que son chef Göring, comme nous l'avons dit, commençait à craindre un conflit armé avec les grandes puissances. – La dernière contribution dans cette partie est celle de Bernd MARTIN, spécialiste en la matière<sup>5</sup> qui nous montre que les militaires allemands, au moins en grande majorité ainsi que le Ministère des Affaires Étrangères et les milieux d'affaire favorisaient en Extrême Orient la Chine et y déployaient une activité puisque l'Allemagne avait des intérêts économiques importants dans ce pays. Toutefois, finalement ils n'eurent pas gain de cause contre Ribbentrop qui dans sa conception anti-britannique gagnait pour des raisons purement politiques Hitler en faveur du Japon. Ceci fut cependant un long processus qui dura de 1933 à 1938.

La quatrième partie est consacrée à la dimension économique et coloniale de la politique extérieure du Reich. Hans-Jürgen SCHRÖDER nous dit que l'Allemagne réussit dans sa politique commerciale en Europe du Sud Est (à y créer un « Empire informel ») et à en évincer dans une large mesure la France. Par contre, elle échoua en Amérique du Sud parce qu'elle se heurta à l'opposition des États-Unis. Ceux-ci conclurent en novembre 1938 un accord commercial avec l'Angleterre, destiné, entre autres, à barrer la route à l'expansion du Reich dans l'hémisphère occidental. L'antagonisme germano-américain qui devait devenir fatal pendant la Deuxième Guerre Mondiale se dessinait déjà. – Bernd-Jürgen WENDT traite dans le détail du « Grand Espace économique » que le Reich voulait créer en Europe et qui à son avis se solda par un échec. Cette politique devait nécessairement mener à la guerre que l'Allemagne ne pouvait que perdre au fur et à mesure qu'elle s'élargissait et entraînait toutes les grandes puissances, notamment les États-Unis. – Jost DÜLFFER nous entretient des projets coloniaux allemands en 1938 et des diverses organisations du Reich et du Parti qui s'en occupaient. Au début Hitler traite la question coloniale comme secondaire et ne la soulève de temps en temps que pour exercer une pression sur l'Angleterre afin qu'elle lui laisse « les mains libres » dans le continent européen. En effet il ne veut pas s'en occuper avant d'avoir conquis « l'Espace Vital » en Russie. Mais quand il croit pouvoir atteindre ce but facilement en 1941 – en fait déjà en 1940 après la défaite de la France –, ces projets prennent une forme plus concrète. Ils ne concernent pas seulement les anciennes colonies allemandes d'avant 1914 mais une grande partie de l'Afrique centrale et méridionale, notamment le bassin du Congo.

La cinquième et dernière partie traite l'opinion publique et le domaine culturel. Malgré toutes les difficultés de saisir l'opinion publique sous un régime de dictature Hellmuth AUERBACH essaie de le faire pour l'année 1938 à l'aide de rapports secrets de la Gestapo et de la direction social-démocrate en exil. Il en ressort que l'Anschluß de l'Autriche fut salué avec

<sup>5</sup> Klaus J. MÜLLER, *Das Heer und Hitler*, Stuttgart 1969; ID., *Armee, Politik und Gesellschaft in Deutschland*, Paderborn 1979; ID., *General Ludwig Beck*, Boppard am Rhein 1980.

enthousiasme d'autant plus qu'il avait été effectué sans coup férir. Par la suite pendant la crise des Sudètes la population était inquiète, craignant la guerre, car elle n'avait pas – sauf les plus jeunes – oublié celle de 1914/18. Cette inquiétude atteignit son apogée en septembre. Mais quand l'accord de Munich fut conclu la joie était générale: le Führer avait satisfait les revendications nationales sans conflit armé et son prestige dépassa toute mesure. Juste les milieux de l'opposition, surtout les ouvriers socialistes, se sentirent trahis par les démocraties occidentales et abandonnés à la tyrannie national-socialiste. – Par contre, peu après le grand pogrome de la «Nuit de Cristal» en novembre fut en général accueilli défavorablement dans de larges couches du peuple allemand. Certes, il était dans une grande partie antisémite. Mais après l'éviction des Juifs de la vie politique, économique et culturelle cette question lui parut «résolue». On craignait maintenant que les excès du pogrome ne «ternît» l'image de l'Allemagne à l'étranger et ne créât inutilement une aggravation de la tension internationale. Roland HÖHNE analyse l'attitude de la «Frankfurter Zeitung» en 1938. Ce quotidien avait le privilège de jouir seul en Allemagne, jusqu'à son interdiction en été 1943 (!), d'une très relative liberté de langage et de commenter les événements dans un sens un peu différent des autres journaux avec un reste de sa tradition libérale. D'aucuns voulurent y voir la protection de certains groupes industriels. Mais il est plus vraisemblable que le gouvernement national-socialiste y était lui-même intéressé pour pouvoir influencer des milieux éduqués à l'étranger. En effet, lors de la crise de Sudètes le journal critiqua vivement le gouvernement de Prague et exhorta les puissances occidentales à ne pas soutenir la Tchécoslovaquie. Lorsque l'accord de Munich fut conclu il exprima sa grande satisfaction. La «Frankfurter Zeitung» adopta donc la même position que Göring et Weizsäcker et servit la cause du III<sup>e</sup> Reich, d'autant plus que Hitler lui-même en 1938 n'était pas encore prêt à la guerre. — Puis nous trouvons une contribution de Gerhard HAY sur «L'année 1938 dans le miroir de la littérature national-socialiste».

Très intéressant, voire bouleversant est le grand article de Karl Ferdinand WERNER sur «État de puissance et dynamique nationale dans les conceptions de l'historiographie allemande 1933–1940». Il nous montre combien la plupart des philosophes, anthropologues, géographes et surtout les historiens allemands (aussi de nombreux représentants des sciences exactes et naturelles) étaient dès 1860 mais aussi sous la République de Weimar imbus d'esprit de puissance, influencés par le social-darwinisme et convaincus de la supériorité des Allemands sur les autres nations. Ils préparaient donc parmi les milieux intellectuels la voie au national-socialisme même si quelques-uns devaient par la suite prendre des distances à son égard. L'exemple le plus connu est celui d'Oswald Spengler. Mais dans sa très riche contribution M. Werner donne des dizaines d'autres dont la place nous manque ici de les citer en détail. Mentionnons juste le cas le plus tragique: celui de Friedrich Meinecke, le plus grand historien allemand de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, un vrai libéral et dès 1933 adversaire déclaré du régime hitlérien. Mais en 1940, après la victoire sur la France et l'établissement de la domination allemande sur le continent européen, il se déclara «impressionné et prêt à réviser partiellement ses jugements»!

Les deux derniers articles de Dieter Marc SCHNEIDER et de Friedrich PRINZ parlent des émigrés allemands à Prague, à Paris et ailleurs, surtout des divers courants socialistes, de leurs différends, notamment quant à l'attitude à adopter envers les communistes et de leur grande déception quand les démocraties occidentales abandonnèrent la Tchécoslovaquie à Munich.

En résumé, un livre intéressant et polyvalent qui mérite une lecture attentive.

Charles BLOCH (†), Paris